Service du renseignement de sécurité

Chaque fois, je demande une opinion indépendante sur la recommandation qu'on me propose et la décision que je dois prendre. Cet avis indépendant me vient de mon sous-ministre. Il y a 14 ans, nous avons établi un secrétariat de criminologues, de sociologues et d'avocats employés au ministère de la Justice et ailleurs. Ce secrétariat a été créé spécialement pour analyser tous les documents et les requêtes qui me sont transmis et me donner un avis. Je trouve que c'est là un conseil très utile. Je ne le considère pas comme un palier de bureaucratie de plus. Je trouve très utile pour un ministre de pouvoir réagir promptement et d'obtenir une rétroaction plus importante que celle que peut parfois lui fournir la direction d'un organisme. Lorsque j'ai élaboré la structure du nouveau service de sécurité, je voulais absolument tenir compte de cet apport consultatif supplémentaire du secrétariat. Voilà pourquoi cette disposition existe. Dans le cas d'autres organismes qui me sont comptables, c'est une directive ou une pratique administrative qui intervient. Toutefois, je tenais à ce que le pays sache l'excellent rôle consultatif que le secrétariat joue auprès du ministre.

● (1920)

Ce n'est ni plus ni moins que de la consultation. Cela ne signifie pas que mon sous-ministre, au secrétariat, est tout à coup chargé de diriger la GRC ou tout autre organisme. Ce n'est rien de plus que de la consultation. Je la considère comme très valable. J'espère que le député d'en face ne votera pas contre cette disposition très importante.

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Monsieur le Président, je me dois de féliciter mon collègue, le député d'Edmonton-Ouest. Il a réussi ce que j'estime être un véritable tour de force. Il a réussi à amener le solliciteur général (M. Kaplan) à prendre la parole au sujet du projet de loi sur la sécurité. C'est en soi une réalisation qui montre à quel point mon collègue, le député d'Edmonton-Ouest, est un politique distingué et éminent.

Je tiens à traiter de cette disposition dans ce contexte. Dans sa sagesse, la présidence a jugé inacceptables les motions et amendements de notre parti visant à contester un service de renseignements civil par opposition à un organisme relevant de la GRC. La présidence a fait savoir dans son jugement que cette question serait résolue à l'étape de la deuxième lecture.

M. le vice-président: A l'ordre. Je tiens à avertir le député et à bien informer la Chambre, car d'autres interventions similaires ont échappé à mon attention immédiate au cours du débat de ce soir. Je me permets de citer simplement la dernière phrase de l'article 15(1) du Règlement, qui se lit comme ceci:

... Aucun débat n'est permis sur une décision de ce genre, qui ne peut faire l'objet d'aucun appel à la Chambre.

Je prie les députés de ne discuter d'aucune façon les décisions antérieures du Président. Cela n'est pas conforme à nos

coutumes et traditions. C'est en tout cas contraire au Règlement.

M. Hnatyshyn: Cette observation est très intéressante. J'expose simplement un fait. Je ne le commente pas. Si vous voulez m'entendre dire que je lui reconnais le droit de prendre cette décision, c'est très bien.

M. le vice-président: Non.

M. Hnatyshyn: Je mentionne seulement le fait.

M. le vice-président: Le Règlement est clair: pas de discussion. J'invite le député à poursuivre son intervention sur la motion dont la Chambre est saisie.

M. Hnatyshyn: Je m'incline, comme toujours, devant la volonté de la présidence. Permettez-moi de vous présenter un cas hypothétique à ce sujet. Supposons qu'une décision ait été rendue sur la recevabilité...

M. le vice-président: A l'ordre. Le député aurait-il l'obligeance de faire porter ses observations sur la motion à l'étude et non sur la décision ou la conduite de la présidence?

M. Hnatyshyn: Monsieur le Président, je tiens à vous assurer que je ne vais pas discuter d'une décision de la présidence, ni maintenant ni jamais. Je veux seulement dire que cet article porte sur la création d'un service civil du renseignement au Canada. Notre parti préférerait qu'il en soit autrement. Nous avons proposé en diverses occasions, à l'étape de la deuxième lecture et au comité, après avoir reçu des instances, que le service de sécurité soit placé sous l'égide de la GRC. Je vais en parler parce que c'est la seule fois où je pourrai le mentionner, à cause d'événements survenus antérieurement.

M. le vice-président: Il n'y a pas de malentendu entre la présidence et le député. Le seul point sur lequel j'ai exprimé une mise en garde est l'allusion au Président et à la décision du Président, au fait de le mêler au débat. Cela excepté, tout le reste est parfaitement acceptable. J'invite le député à poursuivre. Je m'excuse encore une fois de l'avoir interrompu.

M. Hnatyshyn: Merci, monsieur le Président. A l'appui de la motion qui vise à supprimer les dispositions créant une agence civile, je veux vous dire que c'est le seul moyen que nous avons d'exprimer ou de manifester notre opposition au procédé qu'emploie le gouvernement en l'occurrence. Les autres options nous ont été refusées.

Le solliciteur général a dit qu'il était prêt à tenir compte des recommandations qu'on lui ferait pour garantir que le nouvel organisme serait sensibilisé à l'opinion publique. Dans pratiquement tous les cas, y compris celui-ci, il a refusé d'écouter les avis qu'on nous a transmis au sujet de cette mesure. En voici un bon exemple. Qui sont ceux qui ont donné leur avis? Qui sont ceux qui ont témoigné? Qui sont les gens qui ont fait valoir que ce ne serait pas une mauvaise idée que l'organisme relève de la GRC? Ce ne sont pas des illuminés. Ce ne sont pas des gens qui n'ont pas l'intérêt du pays à cœur. Bien des gens ont dit la même chose.